

Invalidité : suppression de la rétroactivité de la date de radiation des cadres à compter du 1er février 2024

A compter du 1er février 2024, la **date de radiation des cadres retenue par le service gestionnaire de la CNRACL ne peut être antérieure à la date d'émission de l'avis favorable**, sauf en cas de limite d'âge.

Exemple : pour un dossier dont l'avis favorable est émis le 4 février 2024, la date de radiation des cadres est fixée au plus tôt, le 04 février 2024.

Dès réception de l'avis favorable, vous devez transmettre à la CNRACL l'arrêté ou la décision de radiation des cadres, comportant :

- la date d'effet,
- le motif (invalidité)
- l'origine (sur demande de l'agent ou d'office).

Pour plus de précisions, consultez l'étape 6, de l'[article "Procédure de mise à la retraite au titre de l'invalidité"](#).



La Caisse des Dépôts
accompagne les
parcours de vie

Invalidité : Suppression de la rétroactivité de la date de radiation des cadres

La date de radiation des cadres retenue par le service gestionnaire de la CNRACL ne peut être antérieure à la date de l'avis favorable, sauf en cas de limite d'âge.

<https://www.cnracl.retraites.fr/employeur/actualites/invalidite-suppression-de-la-retroactivite-de-la-date-de-radiation-des-cadres>

[Conseil d'État, 7ème - 2ème chambres réunies, 09/11/2018, 412684](#)

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000037599976/>

[CAA de BORDEAUX, 6ème chambre - formation à 3, 13/02/2019, 17BX00710, Inédit au recueil Lebon](#)

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000038130888>

[Décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales](#)

Version en vigueur depuis le 01 janvier 2004 I. - Toute perception d'un traitement d'activité, au titre d'un emploi ou grade conduisant à pension du présent décret, soit en qualité de titulaire...

https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000006400861

WWW.SAFPT.ORG

Libre-Autonome-Indépendant

Droits

Obligation

Défense

Information